

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2012)
Heft: 1956

Artikel: Trop d'épargne tue l'épargne
Autor: Erard, Lucien
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024617>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

multitude d'individus consommateurs et usagers, est jouée contre l'Etat, lequel s'affaisse tout comme le politique. Dans ces conditions, il devient facile de préconiser le remplacement du gouvernement, forme démodée d'imposition verticale, par la suave gouvernance horizontale et diffuse. S'opère dès lors une sorte de mitage du territoire

politique, colonisé par les intérêts particuliers, alors que la défense de la chose publique devrait contribuer à en densifier l'occupation. Mais voilà, les frontières s'effacent, la globalisation locale progresse. Du coup, à en croire Avenir Suisse, la question ne serait plus de savoir à qui vont quelles délégations de pouvoir mais bien qui accomplit en définitive quelles actions.

Rompant avec les fondements de la démocratie, la gouvernance se contente de vouer un respect minimal aux institutions et structures; elle leur préfère ouvertement les acteurs de l'économie et de la finance tout comme les vedettes de la scène dite créative ou les animateurs de cette société civile qu'elle s'emploie à récupérer.

Trop d'épargne tue l'épargne

Lucien Erard • 25 mai 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20623>

Pourquoi, paradoxalement, la poursuite de l'endettement est nécessaire pour rétablir la confiance et favoriser la croissance

L'Europe et surtout les Etats-Unis se sont lourdement endettés pour soutenir la croissance économique et l'emploi. Et ils l'ont fait avec succès.

Aujourd'hui ce sont les risques auxquels sont confrontées les banques trop engagées dans des pays européens surendettés qui entretiennent la panique et obligent gouvernements et banques centrales à intervenir.

Maintenir l'activité économique, sans même parler de croissance, tient de la quadrature du cercle si l'on veut éviter d'augmenter

encore l'endettement des Etats. La Commission européenne¹¹ et la France¹² parient sur la mutualisation de la dette par l'émission d'eurobonds¹³ et sur de nouveaux investissements publics financés par la Banque européenne d'investissement (BEI¹⁴). De son côté, l'Allemagne veut améliorer les conditions cadres pour favoriser l'investissement privé et accroître la productivité. Alors que les Etats-Unis continuent de financer le déficit de leur balance des paiements en émettant des dollars, toujours acceptés comme monnaie de réserve par les pays créanciers et notamment la Chine et les pays du Golfe.

En termes keynésiens, la demande globale est inférieure à l'offre.

Autrement dit l'épargne dépasse la consommation et l'investissement. Les déficits budgétaires ont jusqu'ici comblé la différence et évité une spirale déflationniste. Mais que deviennent donc ces revenus non dépensés? Longtemps ils ont été investis mais aussi prêtés aux Etats endettés, directement ou par l'intermédiaire des banques et des caisses de pensions.

Or la crise actuelle rend les créanciers prudents: ils réduisent leurs dépenses, ne prêtent plus aux Etats les plus endettés; ils investissent moins, recherchent des valeurs sûres: or, tableaux, bijoux, immeubles, devises fortes. Ils spéculent avec des instruments financiers sur les cours des actions, mais aussi sur les monnaies et les matières premières.

On espère regagner leur

confiance et mobiliser leur épargne en chargeant l'Union européenne d'emprunter pour les pays en difficulté en émettant des *eurobonds* pour refinancer leur dette. Et en finançant des programmes de relance (infrastructures, recherche et innovation) par l'intermédiaire d'emprunts de la BEI dont on augmenterait le capital ¹⁵. On veut donc continuer de s'endetter pour soutenir la conjoncture tout en regagnant la confiance des investisseurs et des épargnants.

Reste à savoir pourquoi ce déséquilibre perdure depuis si longtemps. C'est clairement parce qu'une partie des revenus générés par la production nationale sont thésaurisés, ne sont ni dépensés ni investis dans des activités productives. C'est comme si les mécanismes qui permettraient de mobiliser l'épargne pour financer la consommation, l'investissement et les dépenses publiques s'étaient détraqués. La confiance est rompue, même entre banques. Les taux d'intérêt sont voisins de zéro et plus personne ne sait où placer son argent sans courir trop de risques.

Les fortunes accumulées par les propriétaires et les dirigeants d'entreprises, les revenus du pétrole, de la spéculation sur les matières premières et les valeurs mobilières, les devises détenues dans nombre de pays émergents ainsi que l'épargne des particuliers et notamment l'épargne forcée dans des caisses de pension pourraient contribuer à la relance de la croissance et de l'emploi. Or ils n'ont que très peu d'influence sur les activités productives créatrices d'emplois, à l'exception peut-être de l'immobilier et des produits de luxe.

En théorie, les remèdes sont connus. Regagner la confiance suffirait déjà à relancer la consommation et l'investissement. Mieux répartir les revenus, augmenter les salaires comme semble vouloir le faire l'Allemagne. Mobiliser par l'impôt les fortunes et les revenus excessifs pour qu'ils servent à l'investissement, comme l'a promis le président français et comme on l'envisage au Etats-Unis. Créer un impôt européen sur les transactions financières ¹⁶ pour freiner la spéculation. Stabiliser les prix des matières premières,

éviter la spéculation sur les produits alimentaires, relancer l'activité économique des pays en développement par le biais d'un plan Marshall... Autant d'instruments qui permettraient d'accroître la demande globale, de stimuler la croissance et de créer des emplois.

La Suisse a sa part de responsabilité dans les déséquilibres actuels et l'excédent d'épargne. Elle épargne beaucoup trop, ne serait-ce que par ses caisses de pension qui gèrent plus de 600 milliards de francs. Nos banques abritent 2000 milliards de dollars, notre franc fort attire les spéculateurs. Le secret bancaire couvre des fortunes ¹⁷ souvent improductives et empêche surtout d'autres pays d'imposer comme ils le souhaiteraient les revenus et la fortune de leurs ressortissants. Alors qu'ils doivent à tout prix investir davantage sans trop s'endetter, comment s'étonner que la question fiscale – échange d'informations et harmonisation fiscale – soit au cœur de leurs préoccupations?